

Davye CESBRON (M2 Histoire à l'EHESS)<sup>1</sup>

## **Séminaire Sciences Sociales et Alimentation**

Compte rendu de la séance du vendredi 25 novembre 2022

### Résumé :

La deuxième séance du séminaire « Sciences Sociales et Alimentation » s'est déroulée en deux temps.

La première partie portait sur l'obésité comme socialisation étudiée par Théo Rougnant lors de son master en Sciences Sociales Pratiques de l'Interdisciplinarité. Au cours de son enquête, il a pu mettre en avant des capitaux culturels propres aux personnes obèses ainsi que des comportements alimentaires spécifiques. Il explique également les stratégies d'imputation de leur état corporel employées par les obèses. L'intervenant continue aujourd'hui sa recherche dans le cadre de sa thèse intitulée *Être façonné par son corps : l'obésité comme socialisation de transformation. Étude comparée de carrières d'obèses au sein de dispositifs sportifs et médicaux* sous la direction de Séverine Gojard et Sylvain Ferez.

La seconde partie de la séance était présentée par Barbara Redlingshöfer. Pour ce faire, elle s'est appuyée sur un chapitre de sa thèse soutenue en février 2022 sous la direction d'Helga Weisz et Sabine Barles. Cette thèse portait sur le gaspillage alimentaire dans les villes en prenant l'exemple de Paris et l'Île-de-France. Dans le cadre du séminaire, l'intervenante a contextualisé le phénomène du gaspillage alimentaire avant de se pencher sur une analyse des politiques mises en œuvre pour lutter contre ce phénomène, au niveau national et au niveau local. Barbara Redlingshöfer est actuellement ingénieure d'études à l'INRAE.

---

<sup>1</sup> . J'étudie les prisonniers de la Grande Guerre. Après avoir obtenu mon diplôme de l'EHESS portant sur *Le Tuyau ; journal du camp de prisonniers de Quedlinburg durant la Grande Guerre*, je travaille aujourd'hui sur *Les évasions de captifs français depuis le camp de prisonniers de Friedrichsfeld de 1914 à 1918* sous la direction de Stéphane AUDOIN-ROUZEAU.

## ***Faire avec et par son obésité. Effets de socialisations multiples sur la gestion d'une pathologie-stigmate.*** Théo Rougnant (ENS/EHESS)

Aujourd'hui, l'obésité est qualifiée d'épidémie en France. Elle a fait l'objet de nombreuses études de sociologie à l'instar de celle de Solenne Carof publiée en 2021<sup>2</sup>. Être obèse implique trois états pour Théo Rougnant. Il s'agit tout d'abord d'une pathologie au sens médical du terme. C'est-à-dire que le fait d'être obèse engendre une prise en charge, soit par soi-même, soit dans un contexte médical. Le second état est celui d'une forme de corps qualifié par l'intervenant de hors-norme puisque corpulent. Enfin, l'obésité est stigmatisante comme l'a démontré Dieter Vandebroek en 2015<sup>3</sup>. En effet, son étude démontre que les obèses sont victimes de discriminations.

Théo Rougnant a choisi comme terrain d'enquête une association d'Activité Physique Adaptée (APA) regroupant 150 adhérents dont 90 % sont obèses. Ceux-ci sont dès lors considérés comme des patients puisqu'ils ont été dirigés vers l'APA via un service hospitalier spécialisé. L'enquête s'est déroulée sur cinq mois durant lesquels l'intervenant a observé de manière ethnographique les participants. Il a complété ses observations par 15 entretiens biographiques.

Les individus obèses, de par leur pathologie, acquièrent un certain nombre de savoir-faire tels que celui se rattachant à la sphère médicale. S'appuyant sur les témoignages recueillis, Théo Rougnant démontre que plus une personne est en surcharge pondérale depuis longtemps, plus elle est à l'aise dans le milieu médical au point d'utiliser les institutions à son profit. Par exemple, la patiente prénommée Patricia réalise des séjours en clinique de plusieurs semaines qu'elle qualifie d'« éducation thérapeutique par rapport à l'obésité ». Il s'agit avant tout pour le patient de « gérer » son parcours médical, de ne plus être dominé par les médecins. Mais les obèses développent aussi une culture vestimentaire. Il est en effet difficile pour ces personnes de trouver des tenues adaptées, mettant en valeur leur corps. Ce stigmate touche d'ailleurs en majorité les femmes. Il est dès lors nécessaire pour elles d'apprendre à connaître les enseignes proposant des vêtements grandes tailles.

De plus, Théo Rougnant a constaté, lors de ses entretiens biographiques, que chaque obèse interrogé surveille, mesure, compte ses aliments. Cet autocontrôle implique un savoir-faire nutritionnel puisque les interviewés parlent de bonne graisse ou de mauvaise graisse par exemple. Cela passe également par la mise en place de routines à l'instar de Magali qui, bien que disant ne pas se restreindre, précise qu'elle ne laisse pas le plat sur la table et tente de se « contenir » à une seule assiette au lieu de se resservir.

Puis l'intervenant met en lumière les stratégies d'imputation employées par les personnes obèses pour expliquer leur état corporel. Il s'agit pour le patient de recourir à une justification médicale pour réaliser une mise à distance du stigmate. C'est ce que fait Vanessa qui explique être tachyphage, terme médical, probablement acquis lors de son parcours en tant que patiente obèse, qui implique que le patient mange trop rapidement.

Cette enquête ne touche toutefois que des obèses qui se qualifient eux-mêmes de patients. Théo Rougnant envisage donc, dans le cadre de sa thèse, d'élargir son terrain à des clubs sportifs plus classiques où certains sports, tels que la lutte, utilisent le poids du pratiquant. Dans ce cadre, l'obésité pourrait être vue comme une ressource, non comme un stigmate.

---

<sup>2</sup>Solenne Carof, *Grossophobie : sociologie d'une discrimination invisible*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 2021.

<sup>3</sup>Dieter Vandebroek, « Distinctions charnelles. Obésité, corps de classe et violence symbolique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2015, vol. 208, n° 3, p. 14-39.

Discussion : les échanges ont porté sur l'historique des personnes en tant qu'obèses ainsi que leur âge et l'influence que cela pouvait avoir sur l'enquête. Théo Rougnant explique que les individus rencontrés se sont pris en main suite à un changement de trajectoire. Ainsi une réorientation professionnelle, un déménagement, pouvaient-ils être un élément déclencheur. De plus, il semble que plus la personne vieillit plus elle s'habitue à son obésité ce qui tend à montrer l'importance que l'historique de l'obésité peut avoir.

Une autre question portait sur les créneaux horaires dans lesquels les observations ont été effectuées. Théo Rougnant reconnaît la possibilité d'un biais puisqu'il réalisait ce travail en journée, ce qui le privait potentiellement de l'observation d'obèses travaillant à temps plein.

Un dernier sujet de discussion concernait la raison qui poussait les obèses observés à faire du sport au sein d'une APA. Est-ce dans un but normal, c'est-à-dire de plaisir, ou dans un but curatif ? La réponse à ce dernier point est ambivalente puisque les enquêtés ne déclarent pas faire du sport pour perdre du poids même s'il s'agit d'un espoir bien présent.

## ***Réduire le gaspillage alimentaire à Paris par l'action publique ? Leviers, acteurs, échelles.*** Barbara Redlingshöfer

Le gaspillage alimentaire est aujourd'hui très médiatisé. D'après la Food and Agriculture Organization, environ un tiers des aliments deviendraient des déchets au niveau mondial<sup>4</sup>. C'est pourquoi les Nations Unies ont fixé des objectifs de réduction de ce gaspillage alimentaire pour 2030. Beaucoup de villes se sont engagées à réduire leurs déchets alimentaires dans le *Urban Food Policy Pact* signé en 2015 à Milan. Mais les instruments politiques utilisés sont souvent considérés comme *too soft* puisqu'ils essaient d'optimiser l'existant et que les politiques ne sont pas forcément cohérentes. Pour Paris et l'Île-de-France, le gaspillage représente 19 à 22 % des aliments. Il provient en majorité des ménages et des restaurants, donc de la consommation de proximité. Les politiques de réduction engagées par Paris et l'Île-de-France sont-elles compatibles avec leur objectif d'une diminution de 50 % des déchets alimentaires à l'horizon 2030 ? Barbara Redlingshöfer émet plusieurs hypothèses. Tout d'abord, ces politiques ne sont pas adéquates, car pas intégrées. De plus, elles peuvent ne pas être assez efficaces pour atteindre l'objectif de diminution de 50 % du gaspillage alimentaire.

Pour vérifier ses hypothèses, l'intervenante a étudié un corpus de 23 documents concernant la politique publique de Paris et de l'Île-de-France couvrant une période de 2009 à 2020. Elle a mis au point un guide d'analyse permettant de classer les documents selon différents critères, tels que la prévention à la source ou la revalorisation des déchets. Elle s'est également appuyée sur une classification proposée par Lascoumes et Le Galès en 2007<sup>6</sup> qui distinguent cinq types d'instruments : législatif et réglementaire, économique et fiscal, basé sur l'accord et l'incitation, basé sur

---

<sup>4</sup>*Pertes et gaspillages de nourriture dans un contexte de systèmes alimentaires durables. Un rapport du groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition*, Comité de la sécurité alimentaire mondiale, juin 2014, p. 23.

<sup>5</sup>Barbara Redlingshöfer, *Food waste in cities: an urban metabolism approach applied to Paris and Île-de-France*, thèse de doctorat, université Humboldt, Berlin, 2021, p. 10.

<sup>6</sup>Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès, « Understanding Public Policy through Its Instruments – From the Nature of Instruments to the Sociology of Public Policy Instrumentation », *Governance : An International Journal of Policy, Administration, and Institutions*, 2007, vol. 20, p. 1-21.

l'information et la communication et enfin les normes et les bonnes pratiques *de facto* et *de jure*.

Barbara Redlingshöfer explique que la prévention à la source au niveau national s'est effectuée dans trois domaines. Tout d'abord via la loi Garot qui interdit de jeter des consommables<sup>7</sup>. Il s'agit donc d'un cadre législatif et fiscal. Mais la fédération autour d'un objectif commun est aussi présente au travers de programmes d'actions finançables par exemple<sup>8</sup>. Les instruments de communication ont également été mis à contribution pour diffuser des informations aux consommateurs grâce notamment à une campagne de l'Ademe<sup>9</sup>. Au niveau local, des actions ont été entreprises comme la mise en place d'un programme d'action anti-gaspillage<sup>10</sup>. Mais le principal émetteur de déchets alimentaires ciblé est celui de la restauration collective, singulièrement les cantines, puisqu'il s'agit du seul émetteur sur lequel les politiques peuvent intervenir directement. Un autre volet pris en compte par l'oratrice est la valorisation des déchets alimentaires. Celle-ci est légalement prévue au niveau national avec une obligation pour la distribution et les restaurants, de séparer les biodéchets<sup>11</sup>. Cette obligation est reprise au niveau local en y intégrant un planning d'objectifs à atteindre tels que celui de 65 % de recyclage des matières organiques en 2031<sup>12</sup>.

L'analyse de ces politiques démontre qu'elles coexistent, mais ne sont pas intégrées. Par exemple, les compétences en matière de déchets ne sont pas coordonnées entre le niveau national et le niveau local. Le même problème existe entre le service des déchets de Paris et le service chargé de l'alimentation. L'efficacité de ces politiques est donc limitée. Elles se sont concentrées sur la restauration collective, mais il n'existe pas de données chiffrées pour en vérifier les résultats. De plus, il ne s'agit pas du plus gros producteur de déchets alimentaires. Le flux le plus important provient en effet des ménages qui ne sont pas réellement visés par les politiques. Ils sont incités à limiter le gaspillage alimentaire, mais il n'existe pas d'outils politiques allant dans le sens du changement de leurs habitudes d'approvisionnement. Il y a donc un risque non négligeable que l'objectif annoncé d'une baisse de 50 % du gaspillage alimentaire ne soit pas atteint.

Discussion : les échanges ont surtout porté sur la question du *too soft*. La question du bien-fondé de la contrainte, des bons leviers à utiliser a été posée. L'intervenante précise que si des lois existent bien en France, leur application n'est pas contrôlée. Loin de l'exemple des lois sur la sécurité des personnes, ici c'est la fédération entre les acteurs qui est recherchée. Malheureusement, la littérature prouve que les simples incitations ne sont pas efficaces.

Une autre remarque portait sur l'inexistence, dans la réalité d'un outil politique qui englobe tous les niveaux. Barbara Redlingshöfer explique qu'il ne s'agit pas de révolutionner la politique, mais de faire des recommandations. Par exemple, son analyse montre qu'il y a un manque flagrant de données sur les flux alimentaires dans la zone étudiée. Une première étape consisterait à créer un observatoire national pour rassembler ces données et donc pouvoir les analyser.

Un dernier sujet de discussion concernait les ménages. Il n'existe que peu d'études au niveau des ménages. Il est donc d'autant plus difficile de proposer des politiques efficaces à leur destination. De plus, ils sont conscients du problème et vivent le gaspillage comme un échec, mais ne peuvent pas toujours gérer les imprévus. En fait, les recherches montrent qu'un changement de régime alimentaire, avec diminution de la consommation de viande par exemple, est un levier plus puissant que celui de la réduction du gaspillage alimentaire pour amoindrir notre impact sur les ressources naturelles.

---

<sup>7</sup>Loi n° 2016-138 du 11 février 2016.

<sup>8</sup>Programme national contre le gaspillage alimentaire, 2014-2018.

<sup>9</sup>Campagne *Halte au gaspillage*, Ademe, 2009.

<sup>10</sup>PRPGD de 2019.

<sup>11</sup>Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010.

<sup>12</sup>PRPGD de 2019.

Avis personnel : Cette séance m'a intéressée à plus d'un titre. La première intervention sur l'obésité m'a permis de compléter une analyse personnelle puisque je suis une ancienne obèse. Comme j'ai pu en discuter avec Théo Rougnant, je me suis aperçue après coup, que j'avais pris certaines habitudes liées à mon obésité comme le fait de ne pas manger dans la rue, à l'époque trop stigmatisant pour moi. La présentation de ces recherches a donc éclairé certains des mécanismes que j'avais alors mis en place. La seconde intervention sur le gaspillage alimentaire m'a interpellée en tant que consommatrice, en tant que restauratrice puisque je suis cuisinière dans un gîte d'étape, mais aussi en tant qu'historienne étudiante à l'EHESS. Dans ce dernier cadre, j'effectue des recherches sur les prisonniers de la Grande Guerre en Allemagne. Force est de constater qu'eux aussi pratiquaient la chasse au gaspillage même s'il ne s'agissait pas d'une préoccupation environnementale, mais de la conséquence d'un manque de nourriture dû notamment au blocus allié<sup>13</sup>. Peut-être serait-il intéressant d'étudier les stratégies anti-gaspillage qu'ils avaient mises en place pour voir si elles seraient transposables à notre société actuelle

---

<sup>13</sup>Davye Cesbron, *Le Tuyau : journal du camp de prisonniers de Quedlinburg durant la Grande Guerre*, mémoire de diplôme de l'EHESS, Paris, p. 144-147 ; Davye Cesbron, « La lutte constante du prisonnier de la Grande Guerre contre la faim, », *Prisonniers durant la Grande Guerre (1914-1918)*, 04/03/2022, <https://prisonniers.hypotheses.org/1780>